CONFIDENTIEL DIPLOMATIE

BE/CAB

CAB1 CAB2 BE/CAB BE/CAB

LE 24 AVRIL 1994

KHSA LE 24/04/94 A 14H06

IMMEDIAT

TD KINSHASA 504

CHIFFRE CONFIDENTIEL DIPLOMATIE ORIGINE : L'AMBASSADEUR NB : DISTRIBUTIONS DIRECTEURS

AD DIPLOMATIE 504 CQ WASHINGTON 58

CQ BRUXELLES 62 CQ DFRA NEW YORK 55 CQ KAMPALA 7

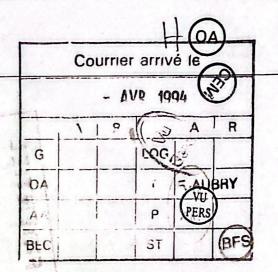
NB : DAM - CMB - PR3 - PR4 - PM1 -TXT

CQ MINDEFENSE PARIS 64

CO MINCOOP PARIS 90 CQ BRAZZAVILLE 78

CQ BUJUMBURA 19

CQ DAR ES SALAM 4



OBJET : ENTRETIEN AVEC LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES DU RWANDA

JE ME REFERE A MON TD KINSHASA NR 502

415 (08/1199

RESUME

LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DU RWANDA, QUI VOYAGE DIMANCHE DE KINSHASA A PARIS, SEMBLE SOUHAITER UNE AIDE MILITAIRE ET DIPLOMATIQUE ACCRUE DE LA PART DE LA FRANCE. IL MAINTIENT L'ACCUSATION DE COLLUSION ENTRE LES TROUPES BELGES DE LA MINUAR ET LE FPR LORS DES RECENTS COMBATS DE KIGALI.

XXX

J'AI RENCONTRE SAMEDI M. JEROME BICAMUMPACA, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DU RWANDA QUI DOIT SE RENDRE A PARIS DIMANCHE, IL ETAIT ACCOMPAGNE DU MINISTRE DU PLAN, EGALEMENT EN MISSION A KINSHASA DE CET ENTRETIEN JE RETIENS LES ELEMENTS

1) SUR LES EVENEMENTS RECENTS

M. BICAMUMPACA NE REPREND PAS AVEC LA MEME CERTITUDE LES ACCUSATIONS PORTEES PAR SON AMBASSADEUR A KINSHASA CONTRE LES BELGES DANS L'ATTENTAT CONTRE LE PRESIDENT MABYARIMANA MON TD NR 492. C'EST UNE (PROBABILITE), MAIS (LE GOUVERNEMENT NE L'A JAMAIS AFFIRME).

IL POURRAIT S'AGIR DE (MERCENAIRES). MAIS C'EST L'ATTITUDE CONSTANTE DES SOLDATS BELGES DE LA MINUAR DANS LA PERIODE ULTERIEURE QUI CONDUIT A DE TELS SOUPCONS. EN EFFET SELON LE MINISTRE CES TROUPES AVAIENT CONSTAMMENT APPUYE LES COMBATTANTS FPR PRESENTS A KIGALI ET PROBABLEMENT FOURNI DES ARMES LOURDES, VOIRE MEME PRIS PART AUX COMBATS A LEURS COTES. LA GRAVITE MEME DE CES ACCUSATIONS, (CONFIRMEES PAR DE MULTIPLES TEMOIGNAGES), L'INQUIETE QUELQUE PEU, CAR LE GOUVERNEMENT (SOUHAITE CONSERVER DE BONNES RELATIONS AVEC LA BELGIQUE).

2) SUR LA SITUATION ACTUELLE DANS LE PAYS.

LE MINISTRE ESTIME QU'IL Y A DANS L'ENSEMBLE UNE STABILISATION DE LA SITUATION. KIGALI N'A PAS ETE PRISE. CEPENDANT LES FPR GARDENT LA POSSIBILITE DE POURSUIVRE LEURS BOMBARDEMENTS (COMME A SARAYEVO) CE QUI INTERDIT LA NORMALISATION DANS LA CAPITALE QUI RESTE UN LIEU SYMBOLIQUEIMPOPTANT.

DANS LE RESTE DU PAYS, SAUF DANS LE NORD ET TRES PONCTUELLEMENT DANS D'AUTRES REGIONS, LES FORCES ARMEES ET LA GENDARMERIE PRENNENT LA SITUATION EN MAINS. SON PROPRE VOYAGE DE GITARAMA A GOMA S'EST PASSE SANS PROBLEME.

SON INQUIETUDE VIENT DE (L'INTERVENTION DE L'OUGANDA) ET DU SOUTIEN QU'IL

APPORTE AUX FPR EN ARMES ET EN MUNITIONS, CE QUI CREE UN DESEQUILIBRE AU DETRIMENT DES FORCES GOUVERNEMENTALES QUI (DU FAIT DES ACCORDS D'ARUSHA) NE BENEFICIENT PLUS D'UN SOUTIEN SUFFISANT.

IL NE FAIT PAS DE DOUTE QU'IL ATTEND DE LA FRANCE, COMPTE TENU DE CETTE SITUATION, UNE AIDE ACCRUE, NOTAMMENT EN MUNITIONS, ET DES PRESSIONS PLUS INSISTANTES SUR LE GOUVERNEMENT OUGANDAIS.

3) SUR LES NEGOCIATIONS INTERNATIONALES.

LE MINISTRE REGRETTE L'ATTITUDE DU FPR QUI REJETTE TOUT CONTACT AVEC LE GOUVERNEMENT, MAIS (IL PEUT EVOLUER). S'IL DEVAIT ACCEPTER LE DIALOGUE LORS DE LA REUNION D'ARUSHA, CE SERAIT INTE AVANCEE. LA REUNION PREVUE SAMEDI DEVRAIT PROBABLEMENT ETRE REPORTEE À L'UNDI POUR DES RAISONS MATERIELLES. À SA CONNAISSANCE, LE ZAIREN'AVAIT PAS ETE INVÎTE.

TOUTEFOIS, LE PRESIDENT MOBUTU DEVAIT POURSUIVRE SES TENTATIVES DE MEDIATION EN RECEVANT A GBADOLITE CE SAMEDI 23 DES REPRESENTANTS DU FPR ET DU GOUVERNEMENT.

4) SUR SON VOYAGE A PARIS

LE MINISTRE, PORTEUR DUN MESSAGE DESTINE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, COMPTAIT RENCONTRER M. DONTVIOUE PIN ET AU DEPARTEMENT M DE LA SABLIERE ET MME CATHERINE BOIVINEAU.

IL M'A INDIQUE EN OUTRE QUE LE GOUVERNEMENT RWANDAIS SOUHAITAIT (RAPPELER SON AMBASSADEUR A PARIS).IL S'AGIT EN FAIT DE LE RELEVER DE SES FONCTIONS. LE PREMIER CONSEILLER ASSURERAIT L'INTERIM EN ATTENDANT LA NOMINATION D'UN NOUVEAU TITULAIRE.

APPAREMMENT CETTE PROCEDURE SEMBLE POSER UN PROBLEME FORMEL AU GOUVERNEMENT QUI A DECIDE DE ME REMETTRE ICI UNE NOTE VERBALE DANS CE SENS. JE LA TRANSMETTRAI AU DEPARTEMENT.

5) SUR L'EVACUATION EVENTUELLE DE L'ORPHELINAT DE NYUNDU.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES EN APPROUVAIT L'IDEE, DE MEME QUE LE MINISTRE DU PLAN, ORIGINAIRE DE LA REGION. IL S'EFFORCERAIENT DE LE FAIRE SAVOIR AUX AUTORITES LOCALES./.

PS : LES PARENTHESES REMPLACENT LES GUILLEMETS.

DEPAIGNE